

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX

N° 08 /2025

Cahier des Prescriptions Spéciales

**ACQUISITION DE LICENCES DE LOGICIELS INFORMATIQUES POUR
LE COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA
PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC),
EN LOT UNIQUE**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de
l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et
complété.*

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.

Entre

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohamed BENALILOU en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale :

La société
Représentée par Monsieur (Madame) En qualité de
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Taxe professionnelle n°
Identifiant fiscal n°
ICE N°
Inscrite au registre de commerce de sous le
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

2. Cas de personne physique

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Identifiant fiscal n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres)
Ouvert auprès de
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- Membre 1:

M. qualité Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

N° de patente

Identifiant fiscal n° :

Registre de commerce desous le n°

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès de

- Membre 2: (Servir les renseignements le concernant)

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)

Ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions) Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

4. Cas d'un auto-entrepreneur

Auto-entrepreneur : M : qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

CNIE :

Taxe professionnelle n°

N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

5. Cas d'une coopérative

La société représentée par M : qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de local des coopérativesSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

Sommaire

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 3 : CONSISTANCE	5
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	7
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	7
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 13 : DÉLAI DE LIVRAISON	8
ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	8
ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE	8
ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL	9
ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 21 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE	10
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 23 : SUPERVISION DE LA PRESTATION	10
ARTICLE 24 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	11
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE	11
ARTICLE 28 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	13
ARTICLE 29 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 30 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
ARTICLE 31 : NATURE ET PORTEE DES LICENCES.....	15

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Acquisition de licences de logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consistent en l'acquisition de licences des logiciels informatiques pour le compte de l'INPPLC.

La consistance détaillée et les descriptions techniques des prestations sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4^{ème} et 3^{ème} étage, Hay Riad- Rabat.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. Le bordereau du prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 6: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;

- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 7 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Conformément à l'article 13 du CCAGT, après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-T.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 13 du CCAG-T.

ARTICLE 8 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 36, 142 et 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 9 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-Travaux, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **l'ordonnateur de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption ou son délégué**.

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **l'ordonnateur de l'INPPLC ou son délégué**.

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'Agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le présent marché est soumis aux formalités de timbre et d'enregistrement, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE LIVRAISON

Le titulaire devra exécuter les prestations objet du présent appel d'offres dans un délai de quarante jours (40) jours.

Le délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

ARTICLE 15 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Huit mille six cent Dirhams (8.600,00 DHS)**.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les 20 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Si Le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 17 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce, conformément aux dispositions de

l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 18 : DELAIS DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

La période de garantie est de **trente-six mois (36) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Pendant la période de garantie, le Fournisseur assurera gratuitement le maintien en bon état de marche des licences des logiciels fournies. Il sera amené, également, à diagnostiquer et à remédier à tout dysfonctionnement et tout problème impactant le fonctionnement normal des logiciels fournis selon les délais ci-indiqués :

- Délai de prise en charge : 4 heures
- Délai de résolution : 48 heures

A noter que :

- Délai de prise en charge : Délai compris entre la déclaration par l'INPPLC du dysfonctionnement et le début d'intervention du fournisseur.
- Délai de rétablissement : Délai compris entre la déclaration par l'INPPLC du dysfonctionnement et le rétablissement du fonctionnement normal du logiciel correspondant.

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage après signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 20 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de procéder au dépôt de la facture, obligatoirement, sous forme électronique, via la plateforme de gestion intégrée de la dépense (GID-Fournisseurs), conforme au bordereau des prix et indiquant les quantités réellement livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant, et du montant de la retenue de garantie.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert

à son nom, indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

ARTICLE 21 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Réception provisoire :

La réception provisoire des prestations objet du présent appel d'offres sera prononcé après mise à disposition de l'INPPLC des licences des logiciels demandés ; le maître d'ouvrage procédera aux vérifications de la manière suivante :

1. Un comptage et une vérification des différents composants logiciels mis à disposition ;
2. Un essai de téléchargement et d'installation des logiciels mis à disposition avec leurs clés ;

Après ces vérifications, et si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels, objet du présent marché, un procès-verbal sera établi et signé par la commission chargée du suivi d'exécution et de réception des prestations objet du présent appel d'offres désignée par décision du maître d'ouvrage.

Réception définitive :

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le titulaire du marché. Un procès-verbal de réception définitive sera établi et signé à cet effet.

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des licences objet du présent appel d'offres dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché conformément à l'article 65 du CCAG-T. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire du marché de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant des pénalités est plafonné à huit (08) % du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 23 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation de la prestation se fera sous la supervision de la **Direction des Systèmes d'information**. Ce service assurera le suivi d'exécution de la présente prestation, notamment en :

- Facilitant et organisant les relations avec les différents intervenants ;
- Réceptionnant les prestations objet du présent CPS.

ARTICLE 24 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions et sans préjudice d'application des autres mesures coercitive conformément à l'article précité. Dans ce cas, le marché est automatiquement résilié et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 28 : CAS DE FORCE MAJEURE

Sont applicables les dispositions de l'article 47 du décret n°2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 50 cm
- la pluie : 70 mm
- le vent : 70 km/h
- le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents du Maroc.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 30 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent appel d'offres a pour objet : Acquisition et installation de licences d'utilisation des logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

La liste des logiciels est détaillée comme suit :

PRIX N°1 : API OpenAI

Désignation	API OpenAI
Description	Interface de programmation permettant d'accéder aux derniers modèles d'intelligence artificielle d'OpenAI. Modèle de base : o4-mini + accès à tous les modèles IA de openAI Forfait mensuel : 3750 DHS
Validité de la souscription	18 mois

PRIX N°2 : Adobe Acrobat Professional

Désignation	Adobe Acrobat Professional
Description	Logiciel de création, de modification et de gestion des fichiers PDF. Utile pour la création de documents PDF, la modification de contenu et la collaboration sur des fichiers PDF.
Validité de la licence	36 mois

PRIX N°3 : Trados Studio 2024 Professional

Désignation	Trados Studio 2024 Professional
Description	Logiciel de traduction assistée par ordinateur permettant de traduire, de réviser, de gérer et d'assurer la qualité des projets de traduction.
Validité de la licence	Perpétuelle

PRIX N°4 : API X

Désignation	API X
Description	Interface de programmation permettant d'accéder, de publier, d'analyser et de modérer des contenus sur X via des scripts ou des applications. Nombre de tweets mensuels : 10 000 tweets
Validité de la souscription	36 mois

PRIX N°5 : SPSS

Désignation	SPSS
Description	Logiciel de traitement statistique utilisé pour analyser des données quantitatives.
Validité de la licence	12 mois

PRIX N°6 : ChatGPT Plus

Désignation	ChatGPT Plus
Description	Assistant conversationnel avancé d'Open AI donnant accès aux modèles puissants de GPT, avec des fonctionnalités avancées et des réponses rapides.
Validité de la licence	24 mois

PRIX N°7 : Adobe Creative Cloud for teams multi platforms multi lang

Désignation	Adobe Creative Cloud for teams multi platforms multi lang
Description	Suite d'outils de création graphique et de design, comprenant des logiciels tels que Photoshop, Illustrator et InDesign. Utile pour la conception de graphiques, d'illustrations et de documents professionnels.
Validité de la licence	36 mois

Les prix n° 2 et 7 doivent être administrés par le même compte Adobe.

PRIX N°8 : Google AI Pro

Désignation	Google AI Pro
Description	Service Google s'appuyant sur l'intelligence artificielle pour améliorer l'expérience utilisateur et permettant l'accès à Gemini 2.5 Pro, l'intégration avec les services Google, le deep research, etc.
Validité de la licence	24 mois

PRIX N°9 : HeyGen équipe

Désignation	HeyGen équipe
Description	<p>Outil de génération de vidéos avec avatars moyennant l'intelligence artificielle. La licence doit inclure 2 sièges avec vidéos illimitées jusqu'à 30 minutes par vidéo en 4K, traitement rapide et Avatar IV étendu, comprendre 2 avatars vidéo personnalisés, 2 avatars interactifs personnalisés, avatars photo illimités, collaboration en espace de travail, etc.</p> <p>Nombre de sièges : 2 Nombre de crédits génératifs : 3000/ mois soit un total de 36 000</p>
Validité de la licence	12 mois

PRIX N°10 : SYTECA

Désignation	SYTECA
Description	<p>Outil de sécurisation, de contrôle et de traçabilité des accès à privilèges. Les fonctions assurées sont comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- Coffre-fort des mots de passe- Rotation automatique des identifiants- Supervision et enregistrement des sessions- Gestion des accès temporaires (Just-in-Time)- Rapports et audit de conformité <p>Nombre d'administrateurs : 3</p> <p>Nombre de devices à prendre en charge : 20</p>
Validité de la licence	36 mois

ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Fournir à l'INPPLC les droits d'utilisation des logiciels cités ci-dessus ;
- Fournir à l'INPPLC un accès aux tenants des licences chez les éditeurs, le cas échéant ;
- Fournir à l'Instance pendant la validité des licences, les dernières mises à jour des logiciels et ce au plus tard, un (1) mois après leur apparition sur le marché marocain ;
- Résoudre les problèmes qui pourront subvenir sur les logiciels cités dans l'article 30 du présent CPS.

ARTICLE 32 : NATURE ET PORTEE DES LICENCES

Les droits d'utilisation des logiciels permettront à l'INPPLC l'utilisation des logiciels cités dans l'article 29 du présent CPS pour le nombre d'utilisateurs désigné dans le bordereau des prix-détail estimatif. L'INPPLC peut utiliser les logiciels objet de cet appel d'offres sans toutefois dépasser le nombre d'utilisateurs désigné dans le bordereau des prix-détail estimatif.

Les droits d'auteur pour toutes les licences fournies par le titulaire restant la propriété de l'éditeur. Cependant, le titulaire autorise l'INPPLC à les utiliser sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.




Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT N°08/2025

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Acquisition de licences des logiciels informatiques pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

Imputation budgétaire : 1222055000.106.00.10.56

<p><u>Elaboré par</u></p>  <p>Directeur Adjoint des Systèmes d'Information Moulay Abdelaziz EL AMRANI</p>	<p><u>Vérifié par</u></p>  <p>Chef de Département Budget et Ressources Financières Abdellah OUMAMI</p>
<p><u>Cachet et signature de l'INPPLC</u> (Maître d'ouvrage)</p>  <p>Pour le Président et par Délégation Secrétaire Général Ahmed LAAMOUNRI</p>	<p><u>Signature du concurrent</u> (Lu et accepté manuscrite)</p>